

Liste des pièces nécessaires pour assurer la complétude administrative d'un bilan d'exécution FEDER
--

- **Formulaire-type de demande de paiement** dûment complété, daté et signé par la personne habilitée

- **Bilan-type d'exécution intermédiaire ou final** dûment complété, daté et signé par la personne habilitée

Il s'accompagne des annexes « état récapitulatif des dépenses », « état des frais de personnel » le cas échéant, « état des ressources perçues », « indicateurs de réalisation ».

- **Relevé d'identité bancaire** en cas de changement de coordonnées bancaires depuis l'instruction de la demande de financement

- **Comptabilité analytique ou code comptable distinct utilisé si cet élément n'a pas été précisé à l'instruction**

Le porteur de projet s'engage à tenir une comptabilité séparée ou utiliser un code comptable adéquat pour tracer les mouvements comptables de l'opération. Il doit ainsi préciser expressément la technique / les outils qu'il utilise en ce sens (ex : par capture d'écran du logiciel comptable utilisé, par mail explicatif du code de référence utilisé pour identifier les mouvements comptables relatifs à l'opération, etc.).

- **Livrables** tels que définis à l'annexe technique et financière de la convention, si ceux-ci sont disponibles à la date de remise du bilan d'exécution intermédiaire. Lors de la remise du bilan d'exécution final, ces pièces doivent dans tous les cas être obligatoirement transmises.

Il s'agit des éléments matériels permettant de justifier la réalisation effective de l'opération (par exemple : PV de réception des travaux, photos sur site d'investissements réalisés, programme et feuilles d'émargement de manifestations organisées, extractions de nouvel outil logiciel développé, etc.)

- **Justificatifs matériels probants des dépenses** éligibles réalisées présentées. (Il s'agira des factures pour des dépenses de prestations externes éligibles, des bulletins de salaire pour des frais de personnel éligibles, en complément des feuilles de suivi du temps passé pour des frais de personnel éligibles affectés partiellement à la réalisation de l'opération, des états de frais de déplacements et les justificatifs matériels afférents pour des frais de mission éligibles, etc.)

Points de vérification :

- > *date d'engagement*
- > *destinataire de la facture*
- > *objet lié directement et exclusivement à l'opération*
- > *objet rattachable à un poste de dépenses conventionné*

- **Justificatifs de l'acquittement effectif des dépenses** éligibles réalisées présentées. Cet élément peut être justifié par :

Soit certification du comptable public (ou du commissaire aux comptes ou expert comptable indépendant de la structure pour les bénéficiaires à statut privé) sur l'état récapitulatif détaillé des dépenses éligibles réalisées sur l'opération.

Soit signature du représentant légal sur l'état récapitulatif détaillé des dépenses éligibles réalisées sur l'opération, accompagné de l'ensemble des relevés de compte bancaire correspondants faisant apparaître distinctement les montants de dépenses acquittés.

Point de vérification :

- > *date d'acquittement*

- **Justificatifs du versement effectif des autres cofinancements** publics et privés alloués pour la réalisation de l'opération. Cet élément peut être justifié par certification du comptable public (ou du commissaire aux comptes ou expert comptable indépendant de la structure pour les bénéficiaires à statut privé) sur l'état récapitulatif détaillé des ressources perçues sur l'opération. A défaut, il peut être présenté l'état récapitulatif détaillé des ressources perçues signé du représentant légal de la structure et accompagné des relevés de compte bancaire correspondants faisant apparaître distinctement les montants de subvention perçus.

- **État récapitulatif des recettes nettes générées** par l'opération le cas échéant

- **Justificatifs des procédures de mise en concurrence passées** pour les bénéficiaires soumis au code des marchés publics ou à l'ordonnance du 23 juillet 2015 si ces éléments n'avaient pas été intégralement transmis lors de l'instruction de la demande d'aide européenne. Il s'agit de l'ensemble des pièces de marché public mais également des justificatifs du respect des principes de la commande publique pour les prestations d'un montant inférieur à 25 000 € HT.

- **Justificatifs de publicité de l'aide européenne** conformément aux exigences réglementaires minimales d'affichage du cofinancement FEDER alloué :

> Le bénéficiaire s'engage à assurer la publicité du cofinancement européen alloué en apposant sur tous supports de communication de l'opération la mention « ce projet est cofinancé par le fonds européen de développement régional » accompagné des trois logos réglementaires « Union Européenne », « L'Europe s'engage » et « Région Occitanie Pyrénées Méditerranée », en qualité d'autorité de gestion du programme.

Éléments de publicité requis a minima	Pendant la mise en oeuvre de l'opération	
Opération de financement d'infrastructure ou de construction + pour laquelle l'aide publique totale octroyée dépasse 500 000 €	Sur l'éventuel site web du bénéficiaire : Description succincte de l'opération (avec niveau de soutien financier de l'UE et finalités / résultats attendus du projet)	Sur un lieu aisément visible du public : Panneau d'affichage temporaire de dimensions importantes (avec présence sur au moins 25% de la surface des éléments suivants : nom de l'opération, objectif principal de l'opération, emblème UE et mention du fonds FEDER)
Autre type d'opération		Sur un lieu aisément visible du public : affiche au format minimum A3 (avec informations sur l'opération et soutien financier de l'UE)

Éléments de publicité requis a minima	Au plus tard 3 mois après l'achèvement de l'opération
Opération de financement d'infrastructure ou de construction	Sur un lieu aisément visible du public : Plaque ou panneau permanent de dimensions importantes (avec présence sur au moins 25% de la surface des éléments suivants : nom de l'opération, objectif principal de l'opération, emblème UE et mention du fonds FEDER)
(et) Opération pour laquelle l'aide publique totale octroyée dépasse 500 000 €	

- *Pièces justificatives du respect des régimes d'aide d'État* le cas échéant (attestations de minimis, RDI)

- *Pièces justificatives de la rétrocession de subvention* sur loyers au bénéficiaire final le cas échéant (bail commercial, crédit-bail)